

# BRÈVES AGRICOLES d'Ukraine

## \*Erratum :

Dans les précédentes brèves :

- Fin septembre, le gouvernement a annoncé que le premier contrat de déminage, pour 4,85 MUAH (soit environ **110 000 EUR**, et non 1,1 MEUR).

- NOVAAGRO n'a pas racheté Agro-Region mais **Agro-Génération**.

En revanche, d'après le centre national de la résistance, la Russie a bien acheté **300 t de graines de tournesol** cultivées dans l'oblast de Louhansk pour l'exporter vers des pays africains (source [ici](#)).

## 1. Guerre & affaires intérieures

\*Guerre : Fin décembre, un drone russe a endommagé un entrepôt d'huile de tournesol dans l'oblast de Mykolaïv (sud du pays). 1 800 t d'huile se sont déversées dans le Bouh méridional, situé à proximité. A la suite d'analyses, les opérations de dépollution ont commencé. D'après le ministère de l'environnement, les pertes s'élevaient à 45 Md UAH (env. 1,1 Md EUR).

En novembre, du fait de la progression des forces armées russes, le PAM a perdu l'accès à 160 communes proches de la ligne de front, où habitent 23 000 personnes qui auraient pu bénéficier de ses programmes d'aide.

En octobre et en novembre, 18 sites de distribution du PAM se sont fait attaquer par des drones.

\*Vols : Fin décembre, [d'après Lloyd's List](#), la Russie aurait livré des céréales ukrainiennes cultivées dans les territoires occupés aux Houthis, au Yémen.

Fin novembre, le média ukrainien [IPC-Sud](#), rapportait qu'une entreprise d'État russe nouvellement créée, la compagnie céréalière de Kherson, prévoyait d'exporter 1 Mt de céréales par an, cultivées dans les territoires occupés, depuis le terminal d'Avlita, situé dans la baie de Sébastopol.

Mi-novembre, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, et le ministre de l'agriculture de la Lituanie, Kazys Starkevičius, ont signé un mémorandum trilatéral, auquel le Royaume-Uni est aussi partie, sur le système de contrôle des céréales en provenance de Russie et de Biélorussie afin de déterminer si elles proviennent des territoires ukrainiens occupés. Ces pays étudient depuis 2022 les modalités de ce mécanisme, mis en œuvre depuis août 2024.

\*Mykolaïv : Fin novembre, le porte-parole des forces armées ukrainiennes, le colonel Vladyslav Volochyn, a rapporté que les forces armées russes avaient renforcé leurs positions sur la flèche de Kinbourn pour maintenir le contrôle du golfe borysthénique et prévenir toute attaque ukrainienne. Pour mémoire, depuis le début de la guerre, l'occupation par les forces armées russes de la flèche de Kinbourn empêche le fonctionnement du port de Mykolaïv, qui était le deuxième port ukrainien en 2021.

\*Pokrovsk : Mi-janvier, Metinvest (le plus grand producteur d'acier ukrainien) a suspendu l'activité de sa mine de charbon de Pichtchane, située près de Pokrovsk, en raison de l'avancée de l'armée russe. Cette mine est la plus grande mine de charbon à coke d'Ukraine (2,5 Mt de charbon à coke extraits par an) et fournirait actuellement 80 à 90% de la production d'acier ukrainienne, qui pourrait passer d'un objectif de 10 Mt en 2025 à une réalisation de 2-3 Mt.

\*Pollution des sols : Début janvier, la vice-Premier ministre et ministre de l'économie, Julia Svyrydenko, a déclaré que, sur les 138 500 km<sup>2</sup> de terres ukrainiennes affectées par la guerre, 35 500 km<sup>2</sup> avaient été déclarés saufs (i.e. que les autorités estiment, après enquête, qu'elles n'ont pas besoin d'être déminées, ou qu'elles ont été déminées). Sur ces 35 500 km<sup>2</sup>, 17 000 km<sup>2</sup> (dont 2 850 km<sup>2</sup> de terres agricoles) ont été déclarés saufs en 2024.

Début janvier, le gouvernement a amendé la procédure d'indemnisation des agriculteurs pour le déminage de leurs terres (extension des dates de dépôts de demande). Cette procédure avait été lancée en septembre 2024.

D'après la Banque mondiale, le déminage de l'Ukraine coûterait 35 Md USD. D'après le ministère de l'économie ukrainien, le montant de l'aide humanitaire internationale versée à l'Ukraine depuis le début de la guerre pour financer des actions de déminage atteindrait 1,1 Md USD.

Fin décembre, le ministère de l'agriculture, la FAO et le PAM ont lancé, avec des financements de la Norvège et du Canada, un programme de subvention aux agriculteurs de l'oblast de Mykolaïv (au sud), cultivant 3 à 300 ha, pour financer le déminage de leurs terres.

Mi-décembre, le gouvernement a amendé la liste des indicateurs permettant de déterminer les dommages causés par la guerre aux terres agricoles, en incluant la possibilité de prendre en compte les pollutions chimiques et la présence d'engins ou de fortifications militaires.

**\*Mobilisation :** Le Premier ministre ukrainien, Denis Schmyhal, a déclaré début janvier devant la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) qu'entre 900 000 et 950 000 Ukrainiens bénéficiaient actuellement d'une exemption de mobilisation. Il a souligné que ce chiffre correspondait aux objectifs du gouvernement.

Les dernières évolutions concernant les exemptions de mobilisation sont entrées en vigueur début décembre (sauf pour les entreprises disposant déjà d'exemptions, pour lesquelles les nouvelles règles entreront en vigueur fin février) avec de nouveaux critères pour les entreprises et les salariés en bénéficiant. Toutes les demandes doivent être renouvelées. Dans le secteur agricole et agro-alimentaire, pour pouvoir bénéficier d'une exemption, les entreprises doivent cultiver au moins 500 ha de terres, disposer de revenus d'au moins 20 MUAH (soit environ 465 000 EUR) ou avoir payé au moins 324 000 UAH d'impôts sur le revenu (soit environ 7 500 EUR). Les entreprises d'État actives dans le secteur bénéficient automatiquement de ce statut. Des petits agriculteurs se sont plaints du fait que ces nouveaux critères défavorisaient les plus petites structures.

D'après le ministère de l'agriculture, près de 200 000 agriculteurs serviraient dans les armées ukrainiennes.

**\*Anciens combattants :** Avec le financement d'USAID AGRO, l'association Chemonics international (entreprise de développement étatsunienne) a lancé fin octobre le projet Go2Agro. Son objectif est de favoriser la réinsertion d'anciens combattants dans le secteur agricole. Ce projet propose notamment des formations pour s'installer, devenir machiniste ou travailler dans les services à l'agriculture. Après cette formation, les anciens combattants ont la possibilité de faire des stages, avec un potentiel emploi à la clef, dans une des entreprises ukrainiennes (ex. MHP, Astarta-Kyiv, Agro-Region) et internationales (ex. Timac Agro, la filiale du groupe Roullier) partenaire.

**\*Embargo :** Mi-décembre, le gouvernement ukrainien a prolongé l'interdiction d'importation de biens en provenance de Russie jusqu'au 31 décembre 2025. En 2015, l'Ukraine avait pris des mesures de rétorsions commerciales à la suite de la suspension par la Russie de la participation de l'Ukraine à l'accord de libre-échange de la communauté des États indépendants et de l'introduction d'une interdiction de l'importation en Russie de plusieurs de ses produits. Depuis 2022, le gouvernement a décidé d'un embargo complet, renouvelé chaque année au mois de décembre.

**\*Assurances :** Mi-décembre, la BERD et la compagnie d'assurance Aon ont annoncé le lancement d'une nouvelle garantie. Destinée à des compagnies internationales de réassurance, elle doit permettre à des compagnies d'assurance ukrainiennes de couvrir les pertes liées à certains risques de guerre. Pour l'instant, le fret intérieur (marchandises et matériels roulants) est couvert; le périmètre de la garantie pourrait être élargi. Cette aide s'inscrit dans le cadre du programme de garantie pour la reconstruction de l'Ukraine, doté de 110 MEUR, avec notamment le soutien de la France et du Royaume-Uni. L'UE et la Suisse devraient également lui apporter leur soutien.

Début janvier, la BERD a signé avec le Crédit Agricole Ukraine un accord de cadre de partage du risque (*Risk Sharing Framework*) de 50 MEUR. Cet accord doit permettre d'élargir les possibilités d'octroi de prêts aux entreprises, y compris celles qui sont petites et moyennes, dans plusieurs secteurs critiques, dont le secteur agricole. Dans le cadre de cet accord, la BERD partagera avec le Crédit Agricole Ukraine le risque pour les prêts supérieurs à 5 MEUR. Après Ukrsibbank (BNP Paribas Group), Raiffeisen Bank et Piraeus Bank, le Crédit Agricole Ukraine est la quatrième banque internationale avec laquelle la BERD signe un tel accord.

**\*Grain from Ukraine :** Début janvier, les autorités ukrainiennes ont décidé de renommer l'initiative *Grain from Ukraine* en *Food from Ukraine* afin de refléter les nouvelles ambitions quant au changement de périmètre des produits éligibles.

Le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a également annoncé que, dans le cadre de l'initiative, 416 t d'huile de tournesol seront livrées au Mozambique début février; 75 t d'huile et 971 t de farine de blé seront livrés à Djibouti fin janvier et 453 t d'huile de tournesol seront livrées à la Tanzanie.

A la suite du changement de pouvoir en Syrie, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a annoncé courant décembre la livraison de 500 t de farine de blé dans le cadre de l'initiative *Grain from Ukraine*. Fin décembre, le ministre des affaires étrangères, Andri Sybiha, et V. Koval se sont rendus en Syrie. Le gouvernement syrien a fait part de ses besoins en matière d'importations alimentaires en provenance d'Ukraine (viande, produits laitiers, blé, orge, huile, sucre, farine), de coopération technique (dans le domaine de l'irrigation) et d'échanges universitaires.

Le 23 novembre 2024 s'est tenu le 3<sup>e</sup> sommet de l'initiative *Grain from Ukraine*. Lors de ce sommet, les bailleurs ont annoncé un soutien financier supplémentaire de 44 MUSD, qui viennent s'ajouter aux 290 MUSD qu'avait déjà permis de lever cette initiative. Le gouvernement en a dressé le bilan : 286 000 t de produits agricoles ont été donnés à 12 pays dans le besoin (Somalie, Éthiopie, Kenya, Yémen, Nigéria, Soudan, Palestine, Malawi, Mozambique, Djibouti, Mauritanie, RDC). D'après V. Zelensky, grâce à elle, 20 M de personnes auraient été sauvées de la famine.

## 2. Production et filières agricoles

**\*Climat et changement climatique :** D'après le centre ukrainien hydrométéorologique, l'hiver très doux a été favorable pour les différentes cultures ukrainiennes. Les deux prochains mois resteront déterminants, une vague de froid étant toujours possible et pouvant affecter sensiblement leur croissance.

**\*Récolte 2024/2025 :** D'après le ministère de l'agriculture, fin novembre, la récolte est quasiment terminée. En tout, 73,6 Mt de céréales et d'oléoprotéagineux ont été récoltées (53,9 Mt de céréales, 19,7 Mt d'oléagineux), et 12,1 Mt de betteraves à sucre.

	Surface (Mha, 2024/2025)	Volume (Mt, 2024/2025)
Blé	4,9	22,4
Orge	1,41	5,6
Maïs	3,8	24,2
Pois	0,21	0,47
Millet	0,09	0,16
Sarrasins	0,09	0,13
Tournesol	4,9	10
Soja	2,6	6,0
Colza	1,3	3,5
Betteraves à sucre	0,25	12,1

**\*Semis d'automne 2024 :** D'après le ministère de l'agriculture, mi-novembre, les semis d'automne étaient quasiment terminés :

	Surface (ha, 2024/2025)
Blé d'hiver	4,4 M
Orge d'hiver	611 000
Seigle d'hiver	69 100
Colza d'hiver	1,1 M
<b>Total</b>	<b>6,1 M</b>

**\*Prévisions pour 2025 :** Début janvier, l'USDA a publié ses nouvelles prévisions pour la production céréalière pour la récolte 2024/2025. Laissant inchangées ses prévisions pour le maïs (avec une baisse d'a priori 18% par rapport à la campagne 2023/2024), elle a en revanche revu à la baisse ses prévisions d'exportations de blé (- 0,5 Mt), en raison de la conjonction, au niveau mondial, d'une baisse de la consommation et d'une hausse de la production.

Production (Mt) Exportation	2024/2025 (USDA, prév.)	2023/2024 (USDA, est.)	2022/2023 (USDA)
Blé	22,9 16,0	23,0 18,6	21,5 17,1
Maïs	26,5 23,0	32,5 29,5	27,0 27,1

D'après l'UCAB (association qui rassemble les *agroholdings* ukrainiennes), toutes les cultures de céréales seront de nouveau rentables en 2025, sauf pour celles qui ont le plus souffert de la sécheresse en 2024. Pour 2025/2026, l'UCAB prédit une baisse des surfaces en soja (vers lequel s'était tourné les agriculteurs en raison de sa rentabilité, meilleure que les autres cultures) et en colza (du fait de la sécheresse et de mauvaises conditions de semis à l'automne). L'UCAB anticipe également une hausse des surfaces en maïs (du fait du dynamisme de la demande internationale, notamment chinoise, et des meilleures conditions logistiques permettant d'envisager plus facilement des exportations massives).

**\*Apiculture :** D'après le directeur de l'institut d'apiculture Prokopovich, le taux de mortalité des abeilles a été particulièrement élevé en Ukraine en 2024, atteignant en moyenne 20 à 25%. Cette mortalité s'explique par les conditions climatiques particulièrement défavorables avec, notamment, le gel au printemps qui arriva au moment de la floraison de l'acacia et la sécheresse cet été qui a perturbé la floraison du tournesol.

**\*Fruits et légumes :** Fin décembre, d'après la presse spécialisée, les importations de pastèques et de melons (productions emblématiques de la région de Kherson, en grande partie occupée) ont retrouvé leur niveau d'avant-guerre, grâce à une augmentation de la production dans les territoires ukrainiens libres.

Mi-novembre, le ministère de l'agriculture a publié deux rapports de l'école d'économie de Kyïv (KSE) sur le secteur des fruits et légumes. Le premier porte sur la compétitivité du secteur des fruits et légumes frais ukrainiens par rapport aux principaux concurrents européens, dont la France (disponible [ici](#)) ; le second sur le cadre réglementaire européen, avec une brève comparaison avec le cadre ukrainien (disponible [ici](#)). Le premier rapport propose notamment une analyse des forces et des faiblesses du secteur ukrainien : d'après lui, les deux principales limites sont le faible niveau de mécanisation (qui serait six fois plus faible que dans l'UE) et le niveau important de pertes après-récolte (qui atteindrait 40 à 60%).

D'après un membre de l'institut d'économie agraire, afin de compenser la perte de production de légumes due à l'occupation russe, il faudrait de 52 000 à 66 500 ha supplémentaires en maraîchages pour pouvoir augmenter la production nationale de 1,8 à 2 Mt.

D'après la FAO, en 2023, l'Ukraine était le 10<sup>e</sup> producteur mondial de fruit et légumes, avec 30 Mt, passant devant l'Espagne, dont la production a chuté de 31 à 28 Mt entre 2020 et 2023.

Pays	Production (Mt)
1. Chine	781,5
2. Inde	221,0
3. Etats-Unis	68,7
4. Turquie	56
5. Brésil	48
6. Mexique	40
7. Russie	35
8. Indonésie	34
9. Egypte	33
10. Ukraine	30

**\*Lait & produits laitiers :** D'après l'association des producteurs de lait, reprenant des statistiques du ministère de l'agriculture, le cheptel laitier continue de diminuer en Ukraine : ainsi, entre novembre 2023 et novembre 2024, il y aurait eu une baisse de 7% du nombre de vaches laitières (- 87 700). L'association estime que cette baisse du cheptel est plus prononcée dans les élevages domestiques (qui représenteraient 59% du cheptel), les élevages d'entreprises étant moins affectés. Elle serait notamment due à l'absence de politique de subvention à la production. Cette baisse se serait accentuée depuis le début de la guerre.

D'après le président du conseil de direction de l'union des entreprises laitières ukrainiennes 20 à 25% des produits laitiers ukrainiens seraient falsifiés. Des producteurs ajouteraient des huiles végétales ou animales, moins onéreuses, pour produire du beurre, du fromage, de la crème ou des crèmes glacées. Ces produits seraient ensuite exportés vers l'Asie, l'Afrique ou le Moyen-Orient ou utilisés dans la restauration hors-domicile (hôtellerie, restaurant, restauration).

**\*Biométhane :** Début janvier, le président de l'association de bioénergie d'Ukraine, Georgiy Geletukha, a annoncé que les premiers mètres cubes de biométhane produits en Ukraine avaient été entreposés dans des infrastructures gazières de stockage, grâce à la mise en service, de deux méthaniseurs en septembre et en novembre. Le premier a été installé par VITAGRO (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) et le second par Gals Agro (qui cultive 35 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de sucre, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières). Quatre à cinq autres méthaniseurs devraient être mis en service courant 2025, permettant de porter la production de biométhane à 100 Mm<sup>3</sup>.

**\*UCAB :** Début décembre, l'UCAB a signé un mémorandum avec le ministère ukrainien de l'éducation et des sciences. Ce mémorandum prévoit notamment de mettre en place des actions de coopération dans la formation initiale et de renforcer les liens entre les établissements de formation et les entreprises.

Fin novembre, l'UCAB a organisé un voyage d'études à Bruxelles pour ses équipes et ses membres afin de rencontrer des représentants des institutions européennes et échanger sur diverses questions touchant à l'Ukraine (soutien européen, relations commerciales, réglementation européenne, etc.)

**\*UAC :** Début janvier, le directeur adjoint de l'UAC (le conseil agraire ukrainien, qui représente les entreprises agricoles familiales et patronales de moyenne et grande taille), Denis Marchouk, a déclaré que, pour l'agriculture ukrainienne, « imposer toutes les obligations européennes aux producteurs ukrainiens signifierait s'autodétruire », suggérant une période de transition d'au moins 10 ans.

En 2024, l'UAC aurait accueilli 232 nouveaux membres, portant à plus de 1 300 son nombre d'adhérents, dont 180 vivent dans les territoires occupés.

### 3. Politiques économiques et agricoles

**\*Budget 2025 :** Le projet de budget de l'Etat a été voté par la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) puis signé par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, fin novembre. Il comprend 6 Md UAH (soit environ 139 MEUR) à destination des agriculteurs, dont :

- 4,8 MUAH (environ 110 000 EUR) pour le soutien aux petits agriculteurs (paiement à l'hectare ou à la tête de bétail) ;
- 200 MUAH (environ 4,6 MEUR) pour l'irrigation ;
- 5 MUAH (environ 115 000 EUR) d'aide sociale pour les fermes familiales ;
- 80 MUAH (environ 1,8 MEUR) de réserves pour l'octroi de prêt bonifiés à certains agriculteurs ;
- 1,37 Md UAH (environ 31,4 MEUR) de subventions, y compris pour le développement de l'élevage, de l'industrie agro-alimentaire, des serres et des vergers ;
- 1 Md UAH (environ 23 MEUR) pour indemniser le déminage des terres agricoles et

- 1 Md UAH (soit environ 23 MEUR) pour soutenir le développement de l'élevage et de l'industrie agro-alimentaire – cette nouvelle ligne budgétaire ayant été ajoutée au moment de l'examen à la Rada. Elle sera abondée par les loyers de terres agricoles publiques mises en location par la banque des terres.

D'après le ministre de l'agriculture, cette nouvelle ligne budgétaire pourrait permettre, entre autres, de financer la construction d'entrepôts de légumes.

**\*Fiscalité :** Fin novembre, le même jour que le budget, V. Zelensky a ratifié la nouvelle loi fiscale, qui prévoit notamment une forte augmentation de plusieurs taxes, dont la taxe militaire et la taxe sur le revenu et une taxe exceptionnelle sur les profits des institutions financières.

En application de la loi fiscale n°3878-I de septembre 2024 alignant les accises ukrainiennes sur la réglementation européenne, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la taxe sur les produits énergétiques utilisés par le secteur agricole va progressivement augmenter d'ici 2028 :

- de 29,1 EUR à 271,7 EUR /1 000 l pour l'essence ;
- de 38,1 EUR à 215,7 EUR /1 000 l pour le gasoil ;
- de 25 EUR à 173 EUR /1 000 l pour le gaz liquéfié.

**\*Made in Ukraine :** D'après le gouvernement, le programme de soutien à l'économie nationale *Made in Ukraine* a contribué à 0,64 des 4 points de croissance du PIB en 2024.

Lors d'une réunion avec les associations de distributeurs fin décembre, constatant qu'il y avait 8 à 12% de produits agricoles importés, le ministre de la politique agraire et de l'alimentation, Vitali Koval, a considéré que des actions supplémentaires devaient être entreprises pour renforcer la présence, dans les états, des produits ukrainiens.

Partant du constat que l'Ukraine importe du poisson pour près d'1 Md USD mais n'en exporte que 19 MUSD, le ministère de l'agriculture a organisé une table-ronde intitulée « Soutenir la consommation de poissons issus de la production nationale dans les repas financés par de l'argent public ». V. Koval, l'agence chargée des pêches et de l'aquaculture, le ministère de la santé, le ministère de l'économie, le ministère de la défense, le ministère de l'éducation, un membre de la Rada et des organisations professionnelles y assistaient. Les participants ont notamment échangé sur les moyens de promouvoir les produits ukrainiens, notamment les poissons, dans les institutions scolaires, les hôpitaux, les forces armées et les prisons. V. Koval a fait du poisson un symbole de cette volonté de substitution de la production nationale aux importations.



**\*Bilan du programme 5-7-9 :** Lancé en 2020, le programme 5-7-9 est un programme de crédit à taux bonifié, dans lequel l'État ukrainien compense partiellement les taux d'intérêts des prêts octroyés par les banques commerciales publiques et privées. Il est destiné aux petites et moyennes entreprises, y compris les entreprises agricoles, dans la limite de 90 MUAH (soit environ 2,1 MEUR). Initialement lancé pour favoriser les investissements, il a été étendu depuis le début de la guerre pour soutenir plus largement les PME en difficultés, avec le soutien de la Banque mondiale et du Japon. D'après le ministère de l'agriculture, en 2024, 8 750 fermes en ont bénéficié pour un encours de prêts bonifiés de 46,9 Md UAH (soit environ 1,1 Md EUR).

**\*Inflation :** D'après la banque centrale d'Ukraine (NBU), l'inflation au mois de décembre 2024 a été plus importante que prévue, avec 12% constaté en glissement annuel, contre une estimation initiale à 9,7%. Dans son rapport annuel sur le sujet, publié début janvier, elle estime qu'une des principales causes est « une brusque hausse des prix des matières premières agricoles due à des récoltes moins bonnes que prévues ». De fait, l'inflation des prix des produits alimentaires bruts s'est élevée à 13,2% et celle des produits alimentaires transformés à 14,7%. D'après la NBU, ses mesures de politiques monétaires et de meilleures récoltes devraient permettre de limiter l'inflation dans les mois à venir.

**\*Lutte contre la fraude :** Début janvier, le SBU (les services de sécurité ukrainien) a présenté un bilan de son action en matière de lutte contre la fraude fiscale à l'exportation en 2024 : 26 personnes ont été mises en examen et 19 enquêtes sont en cours d'instruction. Grâce à son action, 1,3 Md UAH (environ 30 MEUR) de taxes dues ont été recouvrées. Elles ne représentent qu'une partie des pertes fiscales qui, d'après les estimations du SBU, concerneraient 6% des exportations agricoles et avoisineraient 8,5 Md UAH (environ 198 MEUR).

Début décembre, le SBU a mis à l'arrêt un atelier contrefaisant des produits phytosanitaires, situé en Volhynie (ouest de l'Ukraine). Le préjudice s'élèverait à 1 MUAH (environ 23 000 EUR). 5 MUAH (environ 116 000 EUR) d'avoirs ont été saisis.

Fin novembre, le comité anti-monopole a annoncé l'ouverture d'une enquête sur la hausse soudaine et rapide du coût des œufs en octobre 2024, similaire à celle qui avait été observée en octobre 2022.

**\*Lutte contre la corruption :** Mi-décembre, le parquet anti-corruption (SAPO) a annoncé avoir clos la phase d'instruction d'une procédure initiée à l'encontre d'un ancien directeur d'entreprise d'Etat accusé d'abus de bien social : il aurait revendu 5 000 t de blé appartenant à l'entreprise, concluant des contrats fictifs de transfert à des entrepôts. Le montant de ce préjudice remontant à 2018 s'élèverait à 22,9 MUAH (environ 533 000 EUR).

Début décembre, le bureau national anti-corruption (NABU) a annoncé avoir achevé l'enquête concernant l'ancien ministre ukrainien de l'agriculture, Nicolas Solsky. Avec 12 autres personnes, il est suspecté de s'être accaparé 2 500 ha de terres agricoles publiques (d'une valeur de 291 MUAH, soit environ 7 MEUR) situées dans la région de Soumy (nord-est du pays) et d'avoir tenté de s'accaparer près de 3 300 ha supplémentaires (d'une valeur de 190 MUAH, soit environ 4 MEUR). Les faits auraient eu lieu entre 2017 et 2021, avec la complicité d'employés du service d'Etat chargé du cadastre : l'ancien ministre se serait entendu avec eux pour détruire des titres de propriétés de parcelles cultivées par des entreprises d'Etat, transférer ces terres à des personnes privées qui les louaient, ensuite, à une des entreprises agricoles lui appartenant.

Mi-novembre, à la suite d'un signalement de l'ONG « quartier général anti-corruption », le bureau national anti-corruption (NABU) a lancé une enquête pour des soupçons d'enrichissement illégal à l'encontre du ministre de la politique agraire et de l'alimentation, Vitali Koval. En effet, il habite un appartement d'une valeur de 17,7 MUAH (soit environ 400 000 EUR), qui appartient à sa belle-mère, retraitée. Il a refusé de commenter cette affaire.

**\*Ministre de l'agriculture :** Dans une [entrevue donnée à la presse mi-janvier](#), le ministre de la politique agraire et de l'alimentation, Vitali Koval, est revenu sur plusieurs de ses priorités politiques.

Rappelant que le prix d'une tonne de produits agricoles ukrainien exportée valait 315 USD, contre 1 560 pour les exportations agricoles polonaises ou 2 670 pour les italiennes, il a expliqué que son objectif était d'atteindre au moins 1 000 USD/t d'ici 2030.

Pour ce faire, il appelle :

- à suivre l'exemple de l'UE et des Etats-Unis, qui donnent la priorité à la demande intérieure
- sans ambages, à pratiquer « la substitution aux importations », rappelant que l'Ukraine a importé pour 7 Md USD (dont 1 Md USD de poisson) de produits agro-alimentaires en 2024 ;
- à développer l'élevage (« Toute transformation agricole devrait se fonder sur de l'élevage »), prenant l'exemple d'Astarta-Kyiv (agro-holding qui valorise la pulpe de ses betteraves à sucre dans l'alimentation de ses vaches laitières) ou de la fabrication d'huile de tournesol (avec la valorisation des tourteaux en alimentation animale), appelant à accroître la part de produits d'origine animale dans les exportations ;
- à accroître les investissements dans le secteur agricole pour pallier son sous-financement, estimant que, pour transformer 50% des récoltes ukrainiennes, 14,4 Md UAH (soit environ 333,5 MEUR) d'investissements directs seraient nécessaires.

Dans cette entrevue, il donne son estimation de la structure agricole ukrainienne: les *agroholdings* produiraient 23% de la production agricole ukrainienne, les « fermes de taille moyenne » (500- 3 000 ha) 34% et les « petites » (moins de 500 ha) 44%.

Sur l'adhésion à l'UE, qu'il qualifie de « notre plus grand défi », il reconnaît qu'il n'y a « quasiment pas » de spécialistes des questions européennes en Ukraine alors que, à une certaine période, en Pologne, plus d'un millier de personnes était employé sur ces enjeux. Il annonce aussi la création d'une structure spécifique dédiée à ces questions au sein de son ministère.

Sur les exportations, il appelle à développer le commerce avec l'Afrique (vers laquelle l'Ukraine aurait exporté 2,8 Mt de produits en 2024 mais qui aurait un potentiel d'au moins 5 Mt supplémentaires) pour « enlever le fardeau qui pèse sur le marché européen ».

Sur les importations européennes de sucre ukrainien, il rappelle que l'UE importe entre 1 et 2 Mt de sucre par an et que, contrairement au sucre sud-américain, le sucre ukrainien est en partie européen (du fait des semences, des intrants, des machines, etc.).

Sur la viande de volaille, il explique que les importations ukrainiennes représentent moins de 1% de la consommation européenne et que cette sensibilité s'explique « par le très fort *lobby* des producteurs de viande de volailles » européens. Il appelle d'ailleurs les opérateurs ukrainiens à développer la production et l'exportation vers l'UE de produits transformés car, contrairement à la viande fraîche, il n'y a pas de quotas pour certains produits transformés, prenant l'exemple de la saucisse.

Il confirme que les discussions d'une possible fusion du ministère de l'économie et du ministère de l'agriculture ne sont plus d'actualité, un ministère de l'agriculture indépendant étant nécessaire pour l'adhésion à l'UE et pour la sécurité alimentaire. Il annonce toutefois que la structure du ministère va être réformée en 2025.

**\*Foncier agricole :** Début janvier, V. Koval a dressé le bilan à un an de la seconde étape de la libéralisation du marché foncier. Pour mémoire, la première phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2021, autorisait les achats de terres, pour les personnes physiques ukrainiennes, dans la limite de 100 ha. La seconde phase de la réforme foncière, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024, autorise les personnes morales ukrainiennes à acheter des terres dans la limite de 10 000 ha et supprime la limite d'achat de 100 ha pour les personnes physiques ukrainiennes.

Selon lui, sur les 17,5 Mha libéralisés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2021, seuls 198 000 parcelles (formant en tout 604 000 ha de terres agricoles) ont été échangées.

En tout, les personnes morales ont acheté, en 2024 (elles n'y étaient pas autorisées avant) 25 200 parcelles (78 000 ha) soit près d'un quart des transactions, pour un prix moyen de 62 700 UAH/ha (soit environ 1 500 EUR). Les personnes physiques ont acheté, quant à elles, 81 500 parcelles (242 000 ha) pour un prix moyen de 41 510 UAH/ha (soit environ 970 EUR).

En 2024, 107 000 parcelles (pour 321 000 ha) ont été vendues, soit plus de la moitié des transactions depuis l'ouverture du marché, avec un coût moyen de plus de 46 700 UAH/ha (soit environ 1 100 EUR). En 2024, l'oblast de Poltava (nord-est) est celui qui a comptabilisé le plus grand nombre de transactions, pour une surface de 45 600 ha, soit 15% des surfaces concernées. La Volhynie (nord-ouest) est, à l'inverse, celui dans lequel a été comptabilisé le plus petit nombre de transaction, touchant 800 ha, soit 0,2% des surfaces concernées. En matière de prix, la terre la plus onéreuse a été vendue dans l'oblast d'Ivano-Frankivsk (à l'ouest, avec un prix moyen de 89 800 UAH/ha, soit environ 2 100 EUR) et la moins chère a été vendue dans celui de Zaporijjia (à l'est, avec un prix moyen de 34 000 UAH/ha, soit environ 800 EUR).

En outre, en 2024, le gouvernement a confié au fonds de propriété de l'Etat (SPFU) la gestion de 104 000 ha lui appartenant, afin de les intégrer à une « banque de terres » (*Land Bank*), instituée en octobre 2024. Ces terres sont mises en location par enchères. Entre octobre et décembre 2024, 23 300 ha ont été mis en location par 266 enchères. L'Etat devrait en tirer un revenu annuel de 757 MUAH (soit environ 18 MEUR).

**\*Irrigation :** En 2024, le gouvernement ukrainien a indemnisé dix entreprises agricoles pour la reconstruction ou la construction de système d'irrigation. En tout, 39,4 MUAH (soit environ 900 000 EUR) ont indemnisé l'irrigation de 2 500 ha de terres agricoles situées dans les régions de Tcherkassy, Kyïv, Poltava, Jytomyr, Lviv et Odessa.

Fin novembre, une association des organisations d'utilisateurs d'eau (les associations de gestion collective de l'irrigation) a été instituée. Cette organisation a pour mission d'assurer à la fois des missions de représentations et de plaidoyer auprès du gouvernement que des missions de conseil aux associations de gestion collective et aux agriculteurs.

**\*Soutien au secteur agricole :** Courant décembre, le ministère de l'agriculture a annoncé la fourniture, avec le soutien de la FAO et du programme USAID Harvest, de 7 000 silos en sacs qui permettront d'entreposer, en tout, 1,4 Mt supplémentaires de céréales. En bénéficieront les agriculteurs, cultivant entre 50 et 10 000 ha dans les oblasts proches de la ligne de front. La fourniture de 10 séchoirs mobiles à céréales a également été annoncée.

**\*Entreprises d'Etat agricoles :** Lors d'une réunion avec les entreprises d'Etat dans le secteur de l'agriculture, V. Koval a fixé les priorités pour l'année 2025, parmi lesquelles figurent: le développement de la production biologique certifiée afin d'augmenter l'exportation vers l'UE; le développement de la production ukrainienne de semence; la reprise de l'acquis européen et le développement des liens avec l'Afrique (notamment en y ouvrant de nouveaux marchés, en y créant de nouvelles plates-formes agricoles et en y transférant des technologies).

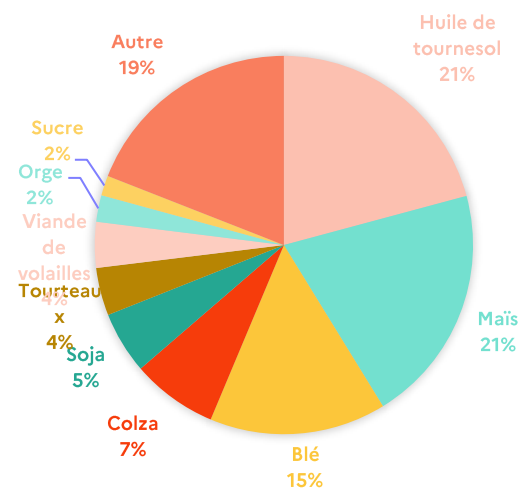
**\*Nutrition scolaire :** Mi-novembre, l'Ukraine a accueilli le sommet régional européen sur la nutrition scolaire. Lors d'une table-ronde, à laquelle l'ambassade de France participait, V. Koval, a notamment promu une politique publique stable en matière de nutrition scolaire, afin de donner de la prévisibilité aux acteurs économiques. Il a également insisté sur le rôle de la politique de nutrition scolaire pour donner de bonnes habitudes alimentaires, prenant l'exemple de la consommation de lait ukrainien à l'école, qui pouvait avoir des bénéfices en matière économique et de santé publique. D'après lui, la consommation de lait en Ukraine n'est que de 196 kg par habitant et par an, alors que les recommandations nutritionnelles seraient de 380 kg.

#### 4. Commerce international agricole

**\*Exportations en 2024 :** D'après le gouvernement, les exportations ont atteint 41,6 Md USD et 129 Mt en 2024 (soit une hausse de 13% en valeur et de 29% en volume par rapport à 2023) ; 68% des exportations (en volume) sont passées par la voie maritime (contre 55% en 2023). 60% des exportations (en valeur) était destinées à l'UE.

En 2024, les exportations agricoles ont atteint 78,3 Mt soit 24,6 Md USD. Elles représentaient 59% des exportations ukrainiennes et ont connu une hausse de 15% en valeur par rapport à 2023. Cela représente un record historique, le deuxième niveau le plus important, en valeur, après l'année 2021 (27,7 Md USD). Par produits, les exportations ont atteint (par ordre décroissant, en valeur) :

- 6 Mt (5,1 Md USD, 21% des exportations agricoles totales en valeur) pour l'huile de tournesol ;
- 29,6 Mt (5 Md USD, 21%) pour le maïs ;
- 20,6 Mt (3,7 Md USD, 15%) pour le blé ;
- 3,8 Mt (1,8 Md USD, 7%) pour le colza ;
- 3,4 Mt (1,3 Md USD, 5%) pour le soja ;
- 4,7 Mt (1 Md USD, 4%) pour les tourteaux d'oléagineux ;
- 447 000 t (958 MUSD, 4%) pour la viande de volailles ;
- 3,3 Mt (557 MUSD, 2%) pour l'orge et
- 746 000 t (418 MUSD, 2%), soit le niveau le plus élevées depuis 1997, pour le sucre (dont 40% était destiné à l'UE).



**\*Point sur les exportations de céréales et d'oléagineux ukrainiennes :** Toutes routes commerciales confondues, l'Ukraine a exporté 5,5 Mt céréales et oléagineux en novembre et 4,7 Mt en décembre. Cette baisse s'expliquerait davantage par le fait que, par rapport aux années passées, il n'y a pas eu de perturbations logistiques majeures durant les mois d'été et que les stocks de report sont plus bas.

**\*Fret maritime :** D'après les autorités ukrainiennes des ports maritimes (USPA), en 2024, 97,2 Mt de marchandises, dont 60 Mt de produits agricoles, sont passées par les ports maritimes ukrainiens, soit une hausse de 57% par rapport à 2023. En tout, 88,1 Mt de marchandises ont été exportées par les voies maritimes en 2024, contre 56,7 Mt en 2023.

Fin décembre, le ministère du développement des territoires et des communautés d'Ukraine a annoncé que 50 MEUR, pris sur l'aide budgétaire européenne, seraient destinés à l'amélioration des infrastructures portuaires ukrainiennes.

Fin novembre, le comité anti-monopole ukrainien a infligé une amende de 2 MUAH (soit environ 46 000 EUR) à l'entreprise d'Etat exploitant le port de Tchornomorsk (un des trois ports d'Odessa) pour abus de position dominante.

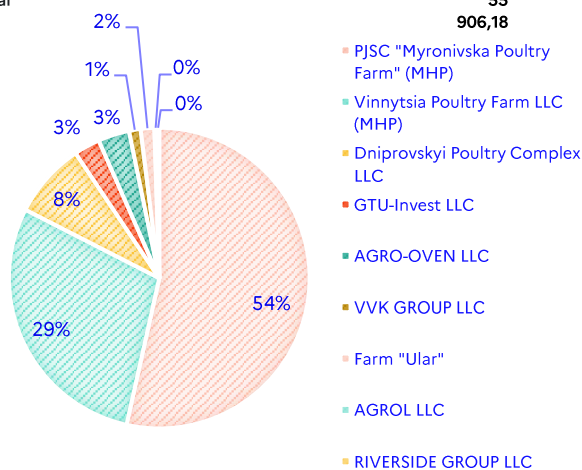
**\*Fret terrestre :** La stratégie du gouvernement de développement des infrastructures frontalières publiée début janvier prévoit de restaurer ou de construire de nouveaux points de passage avec l'UE et la Moldavie, pour passer de 57 à 74 d'ici 2030.

Début janvier, l'union ukrainienne des céréales (UGA) a appelé publiquement Ukrzaliznytsia (le conglomérat ferroviaire public) à ne pas augmenter ses tarifs de fret ferroviaires (une hausse de 37% serait prévue).

**\*Conteneurs :** Après l'allemand Hapag-Lloyd en novembre et le danois Maersk en octobre, l'armateur français CMA-CGM a annoncé fin décembre le lancement d'ici fin janvier de deux nouvelles lignes de *feedermax* (porte-conteneur de taille moyenne) depuis le port d'Odessa, l'une jusqu'au port du Pirée (Grèce) et l'autre jusqu'au port d'Istanbul (Turquie). Fin décembre, l'armateur turc Medkon Lines a annoncé son projet de relancer mi-janvier une ligne hebdomadaire de *feeder* (petit porte-conteneur) entre le port d'Odessa et la Turquie.

**\*Politique commerciale ukrainienne :** Début janvier, se fondant sur les flux de 2024, le ministère ukrainien de l'agriculture a réparti le quota d'exportation de 55 000 t de viande de volaille vers l'UE pour les cinq premiers mois de 2025. MHP (une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) bénéficie de 83% du quota.

Entreprises	Quota (t)
PJSC "Myronivska Poultry Farm" (MHP)	29
Vinnitsia Poultry Farm LLC (MHP)	910,01
Dniprovskiy Poultry Complex LLC	16 225,3
GTU-Invest LLC	4 520,3
AGRO-OVEN LLC	1 565
VVK GROUP LLC	1 881,28
Farm "Ular"	693,71
AGROL LLC	820,33
RIVERSIDE GROUP LLC	150,97
<b>Total</b>	<b>55 906,18</b>



Fin décembre, le gouvernement ukrainien a adopté [une décision](#) qui :

- (i) étend pour une année supplémentaire son système de licence pour certaines de ses exportations agricoles (blé, maïs, colza, tournesol) à destination de la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie ;
- (ii) met en place un système de licence pour les exportations de sucre et de viande de volailles à destination de l'UE afin de pouvoir mieux répartir les exportations entre producteurs.

Mi-décembre, Sergiy Tkachuk, chef du service d'Etat pour la sécurité sanitaire et la protection des consommateurs (DPSS) a annoncé avoir ouvert 16 nouveaux marchés à l'exportation pour les producteurs ukrainiens, dans dix pays (Israël, Chine, Koweït, Bahreïn, Bosnie-Herzégovine, Canada, Albanie, République de Moldavie, Albanie, Macédoine du Nord), et travailler avec 60 pays pour en ouvrir davantage.

Début décembre, la vice-Premier ministre et ministre de l'économie, Julia Svyrydenko, a annoncé que l'Ukraine était prête à signer, dès janvier 2025, la mise à jour de l'accord de coopération dans le commerce et l'investissement avec les Etats-Unis, signé en 2008. Lancées en novembre 2022, les discussions sur cette mise à jour pourraient aboutir à signer un protocole additionnel, incluant notamment des annexes sur la lutte contre la corruption et les bonnes pratiques réglementaires.

## 5. Affaires européennes

**\*Adhésion à l'UE :** Le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a déclaré mi-décembre que son objectif dans le cadre des négociations d'adhésion était d'ouvrir les six blocs (*clusters*) de chapitres en 2025.

Fin novembre, la vice-Premier ministre chargée de l'intégration européenne et euro-atlantique, Olha Stefanichina, a déclaré que la guerre ne pourrait pas prendre fin sans que l'Ukraine devint membre de l'OTAN et de l'UE.

Début novembre, dans [La Pravda européenne](#), la directrice exécutive du centre ukrainien pour la politique européenne, Liubov Akoulenko, explique que, d'après elle, la réforme de l'administration publique devrait être la première des priorités de l'Ukraine. En effet, cette réforme serait la clef de la réussite des négociations d'adhésion, car elle permettrait de constituer une expertise administrative sur le dossier qui survive aux changements de personnel politique. Elle souligne en outre que les progrès accomplis entre 2023 et 2024 dans la reprise de l'acquis européen apparaissaient comme minces par rapport à ceux constatés dans le rapport de 2023, car ce dernier prenait en compte les progrès faits depuis la conclusion de l'accord d'association en 2014. Elle affirme que les seuls chapitres dans lesquels l'Ukraine faisaient des progrès étaient ceux dans lesquels des travaux avaient été entrepris dès 2014 en raison de l'intérêt commercial que représente l'accès au marché européen, alors que, d'après elle, priorité devrait être donnée aux chapitres fondamentaux.

Mi-décembre, à l'occasion d'une conférence sur la santé des sols, le premier vice-ministre de l'agriculture, Taras Visotsky, a souligné l'importance des changements qu'induirait l'adhésion à l'UE pour le secteur agricole ukrainien. Il a notamment souligné la difficulté que représenterait les obligations en matière de bien-être animal, leur mise en œuvre impliquant des investissements et la formation de spécialistes. Il a également expliqué que le secteur agricole aura besoin d'une période de transition pour reprendre les normes européennes, rapportant que la communauté d'affaires plaiderait pour qu'elle fût de 10 ans.

**\*« Plan Ukraine » :** Mi-novembre, le gouvernement a définitivement adopté la stratégie pour l'agriculture et le développement rural d'ici 2030. L'adoption de ce texte d'ici la fin de l'année 2024 était une des conditionnalités figurant dans le « Plan Ukraine » du gouvernement, qui pose les conditions d'octroi des financements de la « Facilité Ukraine » de l'UE.

**\*Tournée européenne :** Lors du Conseil Agriculture & Pêche de novembre, le ministre de la politique agricole et de l'alimentation, Vitali Koval, a rencontré ses homologues allemand, néerlandais, espagnol et estonien. Il a aussi eu une réunion de travail commune avec les cinq États membres frontaliers. Enfin, il a également rencontré la directrice générale pour la santé et la sécurité sanitaire des aliments, le commissaire pour l'agriculture et le directeur général pour l'agriculture et le développement rural.



**\*France :** Début janvier, V. Koval s'est entretenu en visio-conférence avec son homologue française, Annie Genevard.

Début décembre, dans le cadre du projet européen de coopération technique en matière de sanitaire, Vincent Brioude, expert de l'école nationale des services vétérinaires-France Vétérinaire International (ENSV-FVI) s'est rendu à Kyïv début décembre 2024. Il y a notamment rencontré le centre de formation continu des services vétérinaires ukrainiens et les autorités sanitaires ukrainiennes.

**\*Pays-Bas :** Fin novembre, les Pays-Bas ont annoncé le lancement d'un fonds de soutien bilatéral, la [Ukraine Partnership Facility](#), qui permet de financer des projets d'entreprises ou d'ONG néerlandaises, pour un montant allant de 500 000 EUR à 4 MEUR, dans cinq domaines : l'eau, la santé, l'énergie, la construction et l'agriculture.

**\*Roumanie :** Le pont au-dessus de la Tysa reliant la Transcarpathie (à l'ouest de l'Ukraine) et la Roumanie devrait être achevé en juin 2025. Par la suite, un nouveau point de passage routier devrait entrer en service à Bila Tserkva-Sighetu Marmatiei courant août, ce qui permettra de réduire la congestion aux autres points de passages.

## 6. Affaires étrangères

**\*FAO :** Mi-décembre, la FAO a annoncé le lancement du troisième volet de la *Matching Grant Initiative*. Pour mémoire, ce programme, financé par l'UE, consiste à co-financer des projets d'investissements de petits agriculteurs ou de PME agricoles. Limité à quelques filières (petits fruits, légumes, aquaculture, miel, bovin lait, ovin lait, vin), il n'était mis en œuvre que dans les quatre oblasts ukrainiens les plus occidentaux (Lviv, Transcarpathie, Ivano-Frankivsk & Tchernihiv), mais a été étendu, dans ce volet, à l'oblast central de Dnipropetrovsk. Depuis son lancement en 2023, les subventions versées s'élèvent à 2,8 MUSD.

Mi-janvier, le ministère de l'agriculture et la FAO ont lancé un projet d'assistance aux producteurs de vins de la région d'Odessa et de Transcarpathie, notamment via la fourniture d'assistance technique et de financement pour faire face aux conséquences de la guerre et améliorer leur production.

Début janvier, la FAO a annoncé le lancement d'un programme de fourniture de bons de 1 000 USD pour que les fermes de 10 à de 300 ha situées dans cinq oblasts proches de la ligne de front (Tchernihiv, Donetsk, Kherson, Odessa et Zaporijjia) puissent acheter des semences pour les semis de printemps et d'automne en 2025. Cette action est financée grâce à des contributions de la France et de l'Allemagne.

Début décembre, via le ministère de l'agriculture et avec le financement de la France, la FAO a lancé un appel à manifestation d'intérêt pour distribuer des plants de pommes de terre et des semences potagères à des foyers ruraux situés dans les oblasts proches de la ligne de front (Donestk, Zaporijjia, Soumy et Kharkiv).

**\*PAM :** Fin novembre, le PAM a adopté son *interim country strategic plan* pour l'Ukraine, allouant 2,1 Md USD à l'Ukraine pour la période 2025-2027, en continuant d'apporter une réponse humanitaire (assistance aux personnes en situation d'insécurité alimentaire) et de développement agricole (soutien à la résilience du système alimentaire ukrainien).

**\*Banque mondiale :** Depuis 1992, la société financière internationale (membre du groupe de la Banque mondiale, l'IFC finance le développement du secteur privé dans les pays émergents) a investi 5 Md USD dans le secteur privé ukrainien, dont la moitié dans le secteur agricole.

**\*USAID :** Début janvier, USAID AGRO a annoncé financer l'extension de l'usine de trituration de soja de Lyubaretsky, dans l'oblast de Kyïv. L'usine passerait d'une capacité mensuelle de 2 100 à 3 500 t de soja. Outre l'optimisation du processus de production, cette extension doit permettre d'encourager les agriculteurs à cultiver du soja.

## 7. Entreprises, marchés agricoles et infrastructures

**\*Bunge & Viterra :** Mi-décembre, le comité anti-monopole de l'Ukraine a approuvé l'acquisition de Viterra (filiale de la multinationale anglo-suisse Glencore de négoce) par Bunge (multinationale étatsunienne de négoce agricole). En Ukraine, ces multinationales représentaient chacune environ 3,5% des exportations de céréales ukrainiennes. Leur fusion créerait un acteur qui représenterait environ 7% du marché, devenant ainsi le deuxième négociant

d'Ukraine, après Kernel (l'une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 363 000 ha, principalement pour la production d'huiles de tournesol, de colza et de soja) et devant Nibulon (qui cultive 51 000 ha pour la production et l'exportation de céréales et d'oléagineux principalement et qui a une activité dans l'armement de bateaux).

**\*Astarta :** Astarta-Kyiv (l'une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive plus de 215 000 ha pour la production conventionnelle et biologique de céréales et d'oléagineux (soja et colza), de sucre, de produits laitiers, de viande bovine et de bioénergie) est en négociation pour obtenir un prêt de 80 MUSD auprès de la société financière internationale (membre du groupe de la Banque mondiale, l'IFC finance le développement du secteur privé dans les pays émergents) pour financer la construction de son usine de concentré de soja dans l'oblast de Poltava. Le dossier sera étudié par le conseil de l'IFC le 28 février 2025.

Astarta-Kyiv a également obtenu un prêt de 5 MEUR sur 7 ans dans le cadre du programme *ImpactConnect* du gouvernement allemand afin de financer la modernisation de ses sucreries.

Astarta-Kyiv a présenté ses résultats pour l'année 2024 :

- concernant la campagne sucrière 2023/2024 : la campagne a duré 133 jours, lors desquels les cinq usines du groupe ont transformé 2,5 Mt de betteraves à sucre (cultivées par l'agro-holding et par des agriculteurs) et produire 380 000 t de sucre. Malgré la sécheresse, le taux de sucre des betteraves transformées a atteint 14,96%, ce qui serait au-dessus de la moyenne ukrainienne cette année (14,06%).
- Concernant sa collecte laitière : avec 115 000 t de lait et 28 000 vaches, elle demeure le plus grand producteur de lait en Ukraine (devant MHP qui, outre le plus gros producteur de volaille, est également le deuxième plus gros producteur de lait en Ukraine). Depuis le début de la guerre à grande-échelle, elle a investi 410 MUAH (soit environ 9,5 MEUR) dans sa production laitière et prévoit de continuer à améliorer et à étendre ses capacités actuelles.

**\*MHP :** MHP (l'une des plus grandes *agroholdings* ukrainiennes, qui cultive 362 000 ha, principalement pour la production de viandes de volailles) a déposé mi-décembre une offre d'achat à UVESA Group, une entreprise espagnole produisant de la viande de volaille et de la viande de porc.

Fin décembre, MHP et l'entreprise de biotechnologie ukrainienne BTU ont signé un accord de coopération. Parmi les champs de coopération figurerait la préparation à l'adhésion à l'UE, par exemple en trouvant des solutions de rechanges aux intrants interdits dans l'UE et en augmentant le stockage du carbone dans les sols.

Fin décembre, *MHP Pet Food* a annoncé le lancement d'une nouvelle ligne de production en Croatie. Ayant acheté une usine près de Zagreb, son objectif est d'y mener des travaux et d'y lancer, d'ici fin 2025, la production d'aliments humides pour animaux de compagnie (*wet pet food*), à destination des marchés européen et ukrainien. A terme, l'usine emploierait 200 personnes et, après une phase de montée en puissance, produirait 35 000 t par an en 2028. Le montant de cet investissement s'élèverait à 40 MEUR.

Mi-novembre, MHP a annoncé avoir acheté deux entreprises logistiques établies à Odessa, Hermes T et Rieger Service.

Mi-novembre, MHP a annoncé le lancement d'une nouvelle direction, *MHP Food Service*. Dédié aux entreprises (pour assurer la restauration de leurs employés) ou aux professionnels du secteur de la restauration, MHP proposerait plus de 300 références, et un service de livraison jusqu'à 60 000 couverts par mois.

**\*Nibulon :** Mi-novembre, Nibulon a annoncé le lancement d'une nouvelle ligne directe entre son terminal d'Izmaïl (un port ukrainien du Danube) et la Turquie.

**\*Moloko Vitchizni :** Fin novembre, le groupe Moloko Vitchizni (entreprise qui gère trois fermes laitières – de 2 500, 3 500 et 1 800 vaches – dans l'oblast de Soumy, au nord-est) a annoncé la construction d'une ferme de 3 000 vaches dans l'oblast de Rivne (nord-ouest du pays), qui devrait être opérationnel en 2025.

**\*VITAGRO :** Mi-janvier, VITAGRO (qui cultive 85 000 ha pour la production de céréales, d'oléagineux, de légumes, ainsi que pour l'élevage porcin et de vaches laitières) a annoncé se lancer dans la production de drêche à partir des co-produits issus de sa raffinerie de Marylyvka, grâce à un investissement de 5,3 MEUR. VITAGRO estime que 60 à 70% de cette production serait destiné à l'exportation (Europe de l'Est et Moyen-Orient).

## 8. Enjeux sanitaires et phytosanitaires

**\*Politique sanitaire :** Mi-décembre, après six ans de travaux, la Verkhovna Rada (le parlement ukrainien) a adopté la loi n°4147-IX portant sur la protection des plantes, qui a été signée mi-janvier par le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. Cette loi reprend 18 réglementations européennes en matière de santé et de protection des végétaux (produits phytosanitaires, traçabilité, registres, contrôles, etc.). 80 législations secondaires devront être adoptées d'ici son entrée en vigueur, dans trois ans, le 17 janvier 2028.

**\*PPA :** Mi-janvier, dans l'oblast de Vinnytsia (centre-ouest de l'Ukraine), un cas de peste porcine africaine (PPA) a été déclaré. Début janvier, un foyer a été déclaré dans un élevage dans la région de Soumy (nord-est de l'Ukraine).

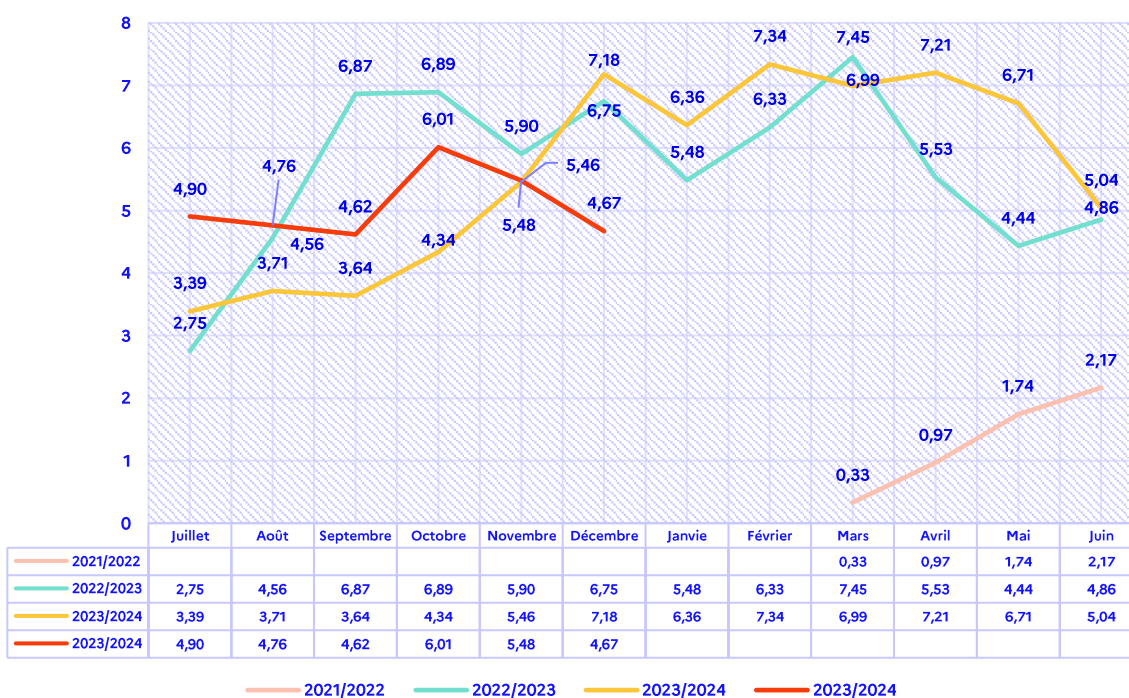
## 9. Moldavie

RAS

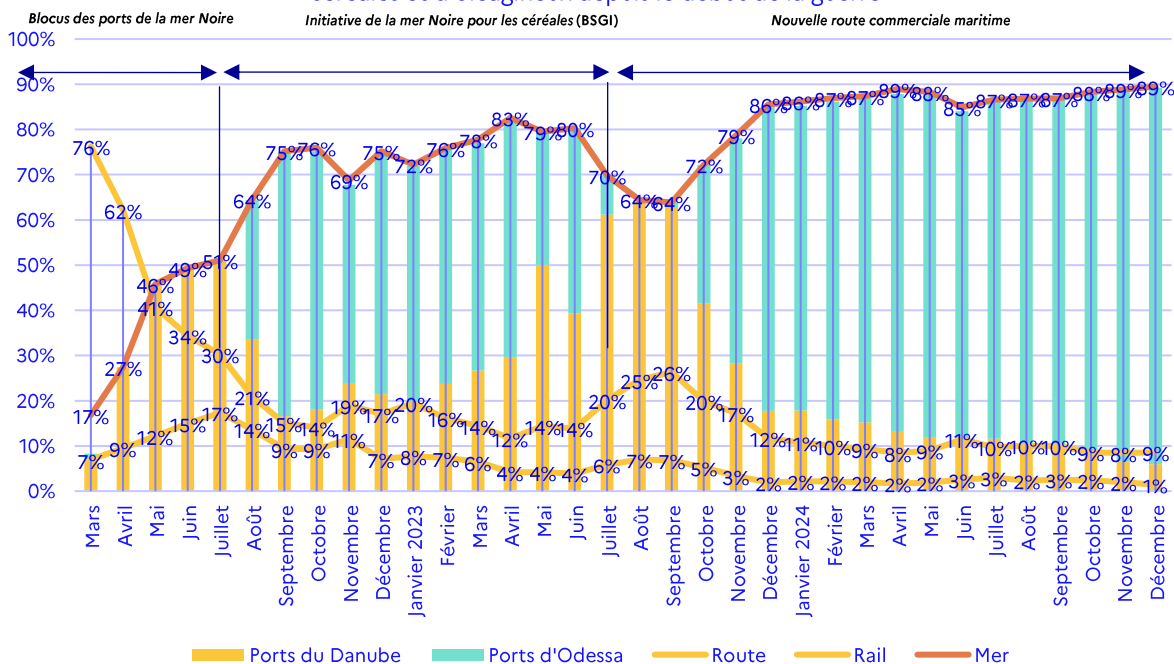
## 10. Autres

**\*CEP :** Dans sa veille mensuelle de décembre 2024, le centre d'analyse de prospective du ministère français de l'agriculture [recense](#) un article de la [revue Land Use Policy](#) sur les conséquences de la guerre d'invasion sur la productivité des agriculteurs ukrainiens cultivant des petites et moyennes surfaces. D'après cet article, la guerre affecte moins la surface cultivée que la rentabilité des productions (46 % des fermes auraient eu une trésorerie négative en 2022, contre 10 % en 2021). L'étude établit également l'inégalité existant entre les petites et les grandes fermes quant à l'accès au crédit puisque, « seulement 34 % des exploitations de moins de 50 ha y ont eu accès, contre 84 % pour celles de plus de 500 ha ». Enfin, « les données recueillies suggèrent que les effets directs du conflit ont entraîné une diminution de 12 % de la productivité globale des facteurs de l'agriculture ukrainienne, et les effets indirects une baisse de 7,5 à 29 % suivant les régions. ».

### Exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux par mois depuis le début de la guerre (Mt)



### Utilisation des différentes routes commerciales pour les exportations ukrainiennes de céréales et d'oléagineux depuis le début de la guerre



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique de Kyïv

[jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr](mailto:jean.lanotte@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SE de Kyïv